

Le coût des cabinets ministériels explose sous le gouvernement Vivaldi

GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Le coût des cabinets a augmenté de 22%, soit 12 millions €. Vanessa Matz (CDH) dénonce une situation "indécente".

Le coût des cabinets ministériels connaît une forte hausse au sein du gouvernement fédéral. L'octroi des crédits provisoires pour la fin 2020 et les budgets

2021 doivent être votés à la Chambre mercredi et jeudi prochains. "C'est une augmentation de 22% si on compare avec le budget 2018, dernier d'un gouvernement de plein exercice. On passe de 54 à 66 millions € pour 2021! Je ne suis pas du style à dénoncer pour dénoncer. Mais

ici, la situation est très perturbante et dérangeante. On frise l'indécence. Et au moment où on cherche des moyens partout et que des gens se demandent comme faire pour clôturer leur mois, on augmente les dépenses de cabinets de 22%", s'insurge Vanessa Matz, députée CDH, qui interpellera la secrétaire d'État au Budget Eva De Bleeker (Open VLD) à la Chambre.

mission, Eva De Bleeker avait justifié cette hausse des crédits par une augmentation du nombre de cabinets ministériels. En effet, la Vivaldi compte sept partis, sept vice-Premiers ministres, contre quatre partis pour la Suédoise. "On a dans ce gouvernement 40% de ministres en plus que sous le précédent gouvernement (13 sous Sophie Wilmès, 20 actuellement), ce n'est pas un scoop. Mais c'est complètement aberrant de dire: il y a plus de ministres, c'est donc normal qu'il y ait plus de dépenses de cabinet. On a plus de ministres, mais il n'y a pas plus de compétences! À l'inverse: la réforme de l'État est passée par là, en théorie, il y en a moins qu'avant", reprend Vanessa Matz. "Simplemment, il y a sept partis qui ont chacun dû prendre leur part... On a beaucoup de Vice-Premiers, avec leurs cabinets qui sont souvent les plus pléthoriques. Ecolo-Groen forment un groupe à la Chambre, mais bizarrement, au gouvernement, chacun a son Vice-Premier (Georges Gilkinet et Petra De Sutter)." Pour illustrer cette inflation

des cabinets, la députée libégeoise brandit une comparaison entre le cabinet de Melchior Wathelet dans le gouvernement Di Rupo et le gouvernement De Croo. "Melchior Wathelet était secrétaire d'État et assumait les compétences Environnement, Énergie, Mobilité, sans la SNCB, et la partie réformes institutionnelles. Ces compétences sont aujourd'hui occupées par Zakia Khattabi à l'Environnement, Tinne Van der Straeten à l'Énergie, Georges Gilkinet à la Mobilité, lequel a en plus le SNCB, et David Clarinval pour les réformes institutionnelles", ajoute-t-elle. "Le cabinet Wathelet coûtait 2,317 millions €. Si j'additionne les cabinets Environnement (2,838 millions €), Énergie ((2,266 millions €), Mobilité, en enlevant la SNCB (que le CDH évalue à un tiers du budget total du ministre soit 1,42 million €) et la partie réformes institutionnelles de David Clarinval (700 000 €), on arrive à 7,224 millions €. Avec les mêmes compétences, le coût est multiplié par trois. Cela prouve que les mêmes compétences peuvent être exercées par moins de cabinets, avec moins d'effectifs."

Adrien de Marneffe

GOUVERNEMENT VIVALDI: LE COÛT DE CHAQUE CABINET MINISTÉRIEL

BUDGET 2021 PAR MEMBRE DU GOUVERNEMENT		
	Sophie Wilmès Vice-Première ministre et ministre des Affaires étrangères	5 172 000€
	Pierre-Yves Dermagne Vice-Premier ministre et ministre de l'Economie et du Travail	4 911 000€
	Vincent Van Peteghem Vice-Premier ministre et ministre des Finances	4 641 000€
	Frank Vandenbroucke Vice-Premier ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique	4 602 000€
	Vincent Van Quickenborne Vice-Premier ministre et ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord	4 602 000€
	Georges Gilkinet Vice-Premier ministre et ministre de la Mobilité	4 340 000€
	Alexander De Croo Premier ministre	4 313 000€
	Petra De Sutter Vice-Première ministre et ministre de la Fonction publique	3 768 000€
	Karine Lalieux Ministre des Pensions et de l'Intégration sociale	3 358 000€
	Annelies Verlinden Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique	3 007 000€
	David Clarinval Ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des PME	2 838 000€
	Zakia Khattabi Ministre du Climat, de l'Environnement, du Développement durable et du Green Deal	2 838 000€
	Meryame Kitir Ministre de la Coopération au développement, chargée des Grandes villes	2 528 000€
	Ludivine Dedonder Ministre de la Défense	2 266 000€
	Tinne Van der Straeten Ministre de l'Énergie	2 266 000€
	Sammy MAHDI Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration	1 614 000€
	Thomas DERMINE Secrétaire d'État chargé de la Politique scientifique	1 575 000€
	Mathieu MICHEL Secrétaire d'État à la Digitalisation	1 575 000€
	Eva DE BLEEKER Secrétaire d'État au Budget et à la Protection des consommateurs	1 575 000€
	Sarah SCHLITZ Secrétaire d'État à l'Égalité des genres, à l'Égalité des chances et à la Diversité	1 295 000€

TOTAL
63 084 000



"On frise l'indécence alors que des gens se demandent comme faire pour clôturer leur mois."

Mardi dernier, la commission des Finances avait approuvé un projet de loi de la coalition Vivaldi octroyant des crédits provisoires supplémentaires pour les cabinets ministériels. De quoi fonctionner en l'attente de la mise en œuvre du budget 2021. L'ajustement voté porte sur trois douzièmes d'un montant. Sur une base annuelle (aux prix de 2020), les crédits pour les nouveaux organes stratégiques s'élèvent donc à 65,553 millions d'euros (63,084 millions € plus 2,449 millions avec l'organe stratégique du commissaire Corona). En com-



Vanessa Matz (CDH). © BELGA

"Il n'y a jamais eu autant de partis dans une coalition"

L'analyse de Jean Faniel, politologue et directeur du Crisp.

Le coût des cabinets au fédéral peut-elle se justifier par la hausse du nombre de ministres? "Il y a davantage de vice-Premiers ministres. Sept, c'est un nombre record. Mais il n'y a jamais eu autant de partis dans une coalition fédérale, même sous Verhofstadt, où il y avait six partis, mais seulement quatre ou cinq personnes avec un titre de vice-Premier. Ici, on a un Kerm qui est plus important (huit personnes en y ajoutant le Premier ministre)

que le nombre (sept) de ministres ordinaires. À chaque fois, cela implique des cabinets plus larges, car une partie du cabinet vice-Premier doit être dévolu aux affaires générales et pas seulement aux compétences dont le ministre a hérité. On peut juger que c'est légitime et naturel. Ou alors on peut se dire que ce n'est pas admissible politiquement et que ce n'était pas le moment car les finances publiques sont déjà mises à mal. Mais le nombre de partis est une explication."

S'il y a plus de personnes, cela signifie-t-il qu'il y a moins de travail à se partager? "Si vous êtes ministre ou secrétaire d'État, vous avez un cabinet pour vous secondar dans vos matières. Quand vous êtes vice-Premier, vous avez une seconde partie de cabinet qui est chargée de s'occuper de l'ensemble des dossiers qui vont transiter par les intercaténés, pour préparer les Kerns, etc. Cela fait plus de monde, dont éventuellement un deuxième chef de cabinet, des chefs de cabinet adjoints."

AdM

Source: Vanessa Matz et le groupe CDH à la Chambre sur base de l'ajustement budgétaire voté en commission finances du 2 décembre.

Le coût des cabinets ministériels explose sous le gouvernement Vivaldi

Le coût des cabinets ministériels connaît une forte hausse au sein du gouvernement fédéral. L'octroi des crédits provisoires pour la fin de l'année 2020, ainsi que le budget 2021 doivent être votés à la Chambre mercredi et jeudi prochain.

“C’est une augmentation de 22 % si on compare avec le budget 2018, dernier d’un gouvernement de plein exercice. On passe de 54 à 66 millions d’euros pour 2021 ! [...] On frise l’indécence”, s’insurge Vanessa Matz, députée CDH.

En commission parlementaire, la secrétaire d’État au Budget, Eva De Bleeker (Open VLD), avait justifié cette hausse des crédits par une augmentation du nombre de cabinets ministériels. *“Mais c’est complètement aberrant de dire : il y a plus de ministres, c’est donc normal qu’il y ait plus de dépenses de cabinet... réplique M^{me} Matz. On a plus de ministres, mais il n’y a pas plus de compétences ! À l’inverse : la réforme de l’État est passée par là, en théorie, il y en a moins qu’avant.”*